



DÉCLARATION COMMUNE DES ORGANISATIONS SYNDICALES CGT, SUD, FO, CFDT, CFTC DE LA POSTE

Après avoir reçu les organisations syndicales de la Poste dans le cadre d'un « cycle d'écoute et de dialogue sur la santé et le bien être au travail », Jean-Paul Bailly a fait le 19 mars quatre annonces :

- un grand dialogue au niveau national et local concernant la vie au travail
- des négociations pour des mesures concrètes d'ici le 30 avril
- le report de 6 mois de l'actionnariat salarié
- la nomination d'une médiatrice nationale de la vie au travail

Il a également indiqué qu'il pourrait y avoir des « ajustements » dans les réorganisations, que certains projets pourraient « trouver un calendrier plus détendu » sans toutefois envisager l'arrêt ou le gel de celles-ci comme l'ont demandé unanimement les organisations syndicales et ce dans tous les métiers.

Les Fédérations CGT, SUD, FO, CFDT, CGC, UNSA et CFTC considèrent que ces annonces sont encore très loin de ce qu'il faudrait pour répondre aux situations difficiles que vivent les postières et les postiers. Il est plus que temps que la direction de la Poste accepte d'ouvrir les yeux sur la situation réelle des postiers (ères).

L'amélioration des conditions de vie et de travail des postiers et du service public postal, passe avant tout par l'arrêt ou le gel des restructurations, des réorganisations, de la destruction de l'emploi qui ne visent que la rentabilité. Cela permettrait d'engager les négociations avec plus de sérénité. Les bons résultats de la Poste doivent au contraire servir à la satisfaction des revendications, pour améliorer le quotidien et le mieux vivre au travail pour tous les postiers tels les salaires, le développement de l'emploi.

La gravité de la situation sociale aujourd'hui à la Poste exige bien autre chose qu'une simple écoute, c'est pourquoi les Fédérations CGT, SUD, FO, CFDT, CGC, UNSA et CFTC demandent l'ouverture de véritables négociations nationales sur l'organisation, les conditions, le contenu et la finalité du travail à la Poste.

La direction doit répondre à son obligation de résultats quant à la préservation de la santé de ses salariés et instaurer de véritables relations sociales à la Poste à contrario de cette désinvolture et de cet autoritarisme affiché régulièrement à l'encontre des personnels et des représentants syndicaux.

Le simple report de six mois du déploiement de l'actionnariat salarié alors que toutes les organisations syndicales ont rejeté ce projet en est l'illustration. Cette attitude entre bien en résonance avec la volonté manifestée par certains, de considérer les syndicats comme des obstacles à la bonne marche de la société.

Les organisations syndicales parisiennes refusent de s'en tenir à de simples effets d'annonce de La Poste et exigent des réponses concrètes immédiatement. Elles prévoient d'ores et déjà d'organiser des actions de mobilisation du personnel. Réunies le lundi 26 mars, elles ont pris la décision unanime de boycotter toutes les instances départementales et locales en lien avec des projets de réorganisation.

Dès à présent, les organisations syndicales appellent les postiers à signer massivement la pétition qui va circuler.

**Assez de drames, il faut des actes !
Il est urgent de remettre l'Humain au cœur de l'organisation**